

Le parti libéral avait présenté un programme cohérent et remporté ces élections. La principale explication de cette victoire, mes vis-à-vis s'en souviendront, c'était les indécentes hausses de taxes contenues dans le budget du ministre. Vous vous souvenez sans doute de son slogan : «Rigueur à court terme, profits à long terme.» Avec le projet de loi à l'étude, le gouvernement conservateur reprend exactement le même thème, sauf que nous souffrirons apparemment plus longtemps parce que nous devons l'endurer encore trois ans, du moins en théorie.

• (1250)

Que les ministériels sachent que nous pouvons abrégier cette période de souffrances en nous prononçant rapidement sur le projet de loi. Débarrassons-nous en, et peut-être aussi du gouvernement de façon à épargner aux Canadiens cette hausse de taxe.

Des voix: Bravo!

M. Milliken: On aurait pu croire que les conservateurs auraient tiré des leçons de l'épisode des taxes sur l'essence en 1980. Ils auraient dû apprendre que les Canadiens ne veulent pas de ce genre de taxes et qu'ils sont prêts à se débarrasser d'un gouvernement si on leur en donne la possibilité. Les députés d'en face en sont là aujourd'hui. Ce projet de loi prévoit hausser encore les taxes sur l'essence.

Le député de Calgary-Nord-Est a proposé que l'on supprime la disposition, et la hausse en question, et je suis d'accord avec lui. Il faut voter contre cette disposition. Il faut appuyer les motions qu'il propose et rayer toute une série de dispositions de ce projet de loi.

Si le gouvernement consulte le peuple là-dessus et que celui-ci convient de payer une taxe plus forte sur l'essence, très bien. C'est au peuple de décider. Si les députés d'en face sont si sûrs que les Canadiens veulent toutes ces hausses de taxe, qu'ils souhaitent voir augmenter encore une mesure qui contribue à supprimer en douce des emplois, qu'ils veulent voir hausser la taxe sur l'essence et toutes les autres taxes que le gouvernement propose dans ce budget, qu'ils nous le disent au cours d'élections

Initiatives ministérielles

générales. Si le gouvernement est si sûr de son affaire, il ne fait aucun doute qu'il l'emportera.

S'il est sûr de l'emporter, pourquoi craindrait-il de déclencher des élections. Je sais pourquoi il craint de le faire, monsieur le Président, il sait qu'il perdrait. Les députés ministériels tomberaient comme des mouches.

Nous n'aurions plus à payer ces taxes. Voilà ce que se passe là-bas. Le député de Calgary-Nord-Est semble le seul à le reconnaître, du moins publiquement, et à avoir le courage de le dire. Pourquoi les autres ne prennent-ils pas la parole pour défendre ces taxes? Je vais vous le dire. C'est un subterfuge.

Mon ami, le député de Bonavista—Trinity—Conception, connaît la réponse aussi bien que moi. C'est un subterfuge. Comme ils sont quelques-uns à contester cette taxe à l'instar de tous les autres Canadiens, ils s'imaginent que lorsque viendra le temps de la mettre aux voix, les Canadiens ne feront pas attention et ne remarqueront pas comment ils voteront. Ils verront que le député de Calgary-Nord-Est, qui, ils le savent, est un bon conservateur, s'est levé pour s'y opposer et ils penseront que le parti conservateur par conséquent s'oppose à ces taxes et que celles-ci ont été adoptées à la Chambre grâce à un mystérieux tour de passe-passe—par un phénomène d'osmose ou autre—et que la Chambre a brusquement adopté cette taxe par hasard.

Nous savons qui a proposé cette taxe. C'est le ministre des Finances et le gouvernement conservateur avec à sa tête le premier ministre. Nous savons qui appuie cette taxe. Ce sont les députés qui siègent du côté du gouvernement, qui se tournent les pouces aujourd'hui et ne disent absolument rien pour s'opposer à ces mesures iniques.

M. Mifflin: Et ils s'en repentiront.

M. Milliken: Et ils le regretteront. Nous veillerons à ce que cela soit bien compris. Le député de Bonavista—Trinity—Conception et moi-même, nous veillerons à ce que ce message soit bien compris, au besoin, dans les circonscriptions où on a fait croire aux gens que quelqu'un d'autre est l'auteur de ces taxes. C'est le gouvernement qui est l'auteur de ces taxes, des 42 milliards de dollars de recettes supplémentaires. C'est le résultat des mesures fiscales conservatrices qui ont été proposées par le gouvernement à la Chambre et qui ont été adoptées par sa majorité.

Si la plupart des Canadiens s'étaient rendu compte combien leurs impôts avaient augmenté par rapport à ceux qu'ils payaient en 1984—et ils ont oublié, je pense, combien leurs impôts étaient peu élevés en comparaison—alors ils n'auraient pas voté pour ce gouvernement en 1988. À mon avis, le gouvernement connaîtrait de graves problèmes s'il y avait des élections demain, ou, en fait, à n'importe quel moment dans l'avenir.